

## CE MONDE QUI BOUGE

Retour sur terre  
et parenthèse sur  
les binationaux

Première surprise. Selon la constitutionnaliste Fatiha Benabou citée par TSA, le Conseil constitutionnel a estimé que l'article 51 stipulant que certaines fonctions dites « sensibles » interdites aux détenteurs de la double nationalité déroge au principe d'égalité consacré par les articles 29 et 31 de la Constitution qui consacrent le principe de l'égalité des citoyens devant la loi. Et qu'à ce titre, en touchant à un



Par Hassane Zerrouky

droit du citoyen, le projet constitutionnel aurait dû passer par un référendum. Je ne suis pas expert, mais voilà, la révision constitutionnelle a été adoptée sans faire de vagues et les binationaux sont priés d'aller monnayer leurs compétences ailleurs, au Maroc, par exemple, où les autorités de ce pays sont prêtes à leur dérouler le tapis rouge.

Retour donc sur terre et place aux froides réalités parmi lesquelles, cet inquiétant contre-choc pétrolier. Le cours du baril (autour de 30 dollars) ne remontera pas de sitôt. Et s'il remontait au cours de l'année 2016, il est peu probable qu'il atteigne les 50 dollars. Des experts n'écarteraient pas un prix frôlant les 20 dollars en arguant qu'il suffit que la croissance mondiale ralentisse et que l'Iran, qui n'est plus frappé par un embargo, écoule sa part de pétrole sur le marché, pour que les capacités mondiales de stockage, qui ont énormément augmenté ces dernières années, soient saturées. Bien plus, les tensions géopolitiques dans la région n'ont eu jusque-là aucun impact sur les cours du baril comme cela avait été le cas les années précédentes.

Qui plus est, avec leur stratégie d'inondation du marché, l'Arabie Saoudite et les pays du Golfe ont perdu sur plusieurs tableaux. La production de pétrole de schiste, moins coûteuse en investissement – elle est surtout le fait de milliers de «petits» pétroliers américains – a certes baissé, mais elle se poursuit. Et pourrait redémarrer à tout moment. Quant à l'autre objectif de la stratégie saoudienne visant à affaiblir la Russie et l'Iran de sorte qu'ils n'aient plus les moyens financiers soutenant leur intervention en Syrie, il a échoué : Moscou et surtout Téhéran depuis la levée de l'embargo, sont plus que jamais impliqués dans le conflit syrien au point où le rapport de force est en train de basculer en faveur du régime de Damas.

Dans cette guerre des prix qu'elles ont déclenchée, les pétromonarchies se retrouvent désormais dans la situation de l'arroseur arrosé. «Cumulant des déficits budgétaires de 160 milliards de dollars en 2015 et projetant un déficit de 159 milliards de dollars en 2016 en raison de la chute des prix du pétrole, ces pays vont s'endetter lourdement ou puiser dans leurs réserves financières», affirme un rapport du Kuwait Financial Centre (Merkaz), cité par l'AFP. De plus, en raison de leur forte implication dans le conflit syrien – des milliards de dollars sont dépensés pour soutenir l'insurrection islamiste – et dans le conflit yéménite où Riyad et ses alliés sont en train de s'enliser, l'argent va vite manquer pour financer les coûteuses opérations militaires. «En produisant à tout prix, les Saoudiens sont dans une «stratégie de désespoir», assure Pierre Terzian de Pétrostratégies dans *le Monde* daté du 31 janvier.

Pour ces raisons et, passé l'euphorie créée parmi certains cercles par l'adoption sans débat et sans vagues de la révision constitutionnelle, pour nos gouvernants qui font comme si de rien n'était, comme si les réserves de change étaient inépuisables, et qui en leur for intérieur tablaient sur un retournement de la conjoncture pétrolière, l'atterrissage sera dur.

En effet, pour s'être entêtées à ne pas regarder la réalité en face, les autorités politiques prises de court par la rapidité et la brutalité de la chute des cours, ne disposaient même pas d'un «plan B» tant elles étaient persuadées que cette chute des prix du baril n'était que passagère et que l'argent facile continuerait à couler à flots. Or gouverner, c'est prévoir. Dans le cas de l'Algérie, l'imprévoyance a prévalu et la catastrophe est à nos portes. Un chiffre ? En 40 ans, la dépendance au pétrole est passée de 60 à plus de 95 %. L'argent finira par manquer. L'Etat ne disposera plus des moyens pour financer la paix sociale comme il l'avait fait en 2011 au plus fort du «printemps arabe». Et comme chacun sait, l'austérité qui s'annonce et qui va frapper durement les ménages algériens ne peut remplacer une vraie politique alternative de développement.

H. Z.

## MENACE SUR LA SANTÉ

Une vingtaine de médicaments  
touchés par le marché informel

**L'informel touche le médicament. Le Conseil national de l'ordre des pharmaciens (Cnop) alerte sur le phénomène qui touche actuellement une quinzaine voire une vingtaine de médicaments et qui peut ouvrir la voie à la contrefaçon.**

Salima Akkouche – Alger

(Le Soir) - Le «Cabas» qui touchait jusque-là le secteur économique dans le textile, la cigarette, la pièce détachée ou encore l'agroalimentaire a atteint le médicament. «C'est très grave», s'exclamait hier Lotfi Benbahmed, président du Conseil de l'ordre des pharmaciens. Des produits, dit-il, supposés ne pas exister sur le marché, sont importés illégalement par des réseaux mafieux. Ces produits sont vendus à travers des distributeurs en parapharmacie et se retrouvent dans certaines pharmacies à travers l'ensemble du territoire national. Le phénomène, dit Benbahmed, qui existait déjà mais d'une manière très localisée est en train de se développer d'une manière inquiétante. «Nos pharmaciens nous alertent sur la multiplication de ces pratiques», a indiqué le président du Conseil de l'ordre qui était l'invité de la Radio Chaîne III. Devant l'ampleur de la situation, des réunions du Conseil ont été tenues avec le ministre de la Santé. Des inspecteurs commencent à être diligentés sur le terrain, selon Benbahmed qui avertit que les menaces seront très lourdes. Il a expliqué que depuis la révision de la loi sanitaire en 2008, le vide juridique dans ce domaine a été comblé. Ainsi, celle-ci prévoit des peines allant de 2 à 5 ans de

prison et des amendes entre 5 et 10 millions de dinars pour quiconque enfreint aux règles d'importation, d'exportation, de distribution et de contrôle des produits pharmaceutiques. L'ordre aussi de son côté ne compte pas rester passif face à cette situation. «Nous allons prononcer des interdictions d'exercice lorsque nous constaterons des infractions et des récidives, et nous sollicitons l'ensemble de nos sections régionales et les DSP pour prendre en charge ce problème», lance l'invité de la radio. Cette situation, dit-il, risque d'ouvrir la voie à la contrefaçon. Un phénomène, souligne-t-il, qui s'est développé dans les pays voisins à l'exemple de la Libye où un produit sur trois est issu de la contrefaçon. Les médicaments qui font l'objet de trafic, cite ce pharmacien, sont des produits hors nomenclature appartenant à des laboratoires qui n'exercent plus en Algérie ou des produits qui sont fabriqués localement mais dont la molécule originale n'est plus importée. Benbahmed lance un appel aux citoyens pour ne pas acheter ces produits qui rentrent illégalement au pays et qui sont un danger de santé publique. «Lorsqu'on vous propose un produit importé illégalement sans vignette algérienne, il doit être signalé à l'Ordre régional ou aux autorités compétentes



Ph. DR.

L'informel touche le médicament.

car il met votre santé en danger. Nous appelons aussi les médecins à ne pas prescrire des produits qui n'existent pas sur le territoire national», a lancé l'intervenant qui dénonce ces médicaments qui rentrent illégalement en Algérie et orientent même les malades vers les pharmacies où ils sont disponibles. Le Conseil de l'ordre appelle ces médecins à prendre leur responsabilité. Par ailleurs, il a rappelé que le marché du médicament est de l'ordre de 2,8 milliards de dollars par an dont 55% sont issus de l'importation et 45% relèvent de la production nationale. Soit un bond de 4% pour la production nationale, dit-il, et c'est de «bon augure». Cependant, estime l'invité de la radio, les dépenses en médicaments ne sont pas si énormes. Les ratios de dépense, dit-il, sont de

l'ordre de 66 euros par habitant alors que les pays développés dépensent entre 400 à 500 euros par habitant. Selon Benbahmed, la production nationale ne peut pas substituer à l'importation, du moins à court ou à moyen terme. Il a expliqué qu'un certain nombre de molécules, la biotechnologie, sont produites avec des moyens technologiques dont ne dispose pas l'Algérie. Cependant, cela peut être possible pour certaines molécules dans les formes sèches qui sont déjà fabriquées localement. Le président de l'Ordre demande, par ailleurs, une meilleure régulation de cette production. Selon lui, la régulation doit se faire à travers la diversification et mesures d'incitations à aller vers des molécules qui ne sont pas produites en Algérie.

S. A.

## AZOUAOU MEHMEL, P-DG D'ALGÉRIE TÉLÉCOM :

«Il est temps de produire la fibre  
optique en Algérie»

**Le glissement du taux de change de la monnaie nationale impacte les finances de l'opérateur historique Algérie Télécom (AT), ce qui incite cette entreprise à chercher d'autres alternatives de financement de ses projets dont le montant, pour 2016, est de plus de 40 milliards de DA. Aussi, pour poursuivre la cadence des investissements prévus par AT, son P-dg n'exclut pas le recours à des emprunts obligataires.**

Younès Djama - Alger (Le Soir) - «Nous trouverons les moyens pour nous développer», a annoncé hier Azouaou Mehmel, premier responsable d'AT lors des «Débats du FCE» (Forum des chefs d'entreprises), tout en soulignant que l'entreprise a entamé des discussions avec des opérateurs nationaux pour produire les équipements qu'elle importe et qui lui coûtent cher du fait de la dépréciation du dinar. «Il y a une action qui est lancée avec des industriels locaux en vue de produire localement ce que nous importons aujourd'hui. Notamment la fibre optique que nous consommons et consommerons beaucoup. Le câblage domestique va passer à moyen et long terme à la fibre optique», a précisé Mehmel qui ajoute : «Il est temps qu'on produise de

Azouaou Mehmel,  
P-dg d'Algérie Télécom.

la fibre optique en Algérie.» Il rappelle qu'AT travaille déjà avec un premier fournisseur, en l'occurrence Catel spécialisée dans la production des fils et câbles de télécommunications en cuivre et en fibre optique. «Mais cela reste insuffisant», admet Mehmel qui révèle qu'il y a des projets de mise en place d'unités de production de fibre optique. «Notre position stratégique (de l'Algérie) nous permet de pouvoir percer d'autres marchés maghrébin et africain. En tout cas, il y a cette idée de développer l'industrie de l'équipement qui va accompagner le développement du réseau d'AT», a déclaré le P-dg d'AT. D'autre part, le patron d'AT a assuré que son entreprise n'a pas «la prétention» d'être le seul opérateur des TIC en Algérie,

ajoutant, à ce propos, que l'entreprise encourage l'émergence de startups en prenant des participations dans certaines PME. A l'exemple de la Société algérienne des technologies de l'information et de la communication (Saticom) filiale de la CDTA (Centre de développement des technologies avancées) dont AT est l'actionnaire majoritaire. «Toutes les applications développées par Saticom sont adoptées par Algérie Télécom comme la gestion de la file d'attente dynamique», a expliqué Mehmel qui affiche la disponibilité de l'entreprise à aider des startups du secteur privé. «Il faut qu'il y ait d'autres opérateurs alternatifs qui puissent offrir d'autres prestations que AT ne fournit pas», à condition d'apporter de la valeur ajoutée, a encore plaidé Mehmel.

Par ailleurs, Azouaou Mehmel a exclu toute augmentation des tarifs d'internet. «Il n'y aura pas d'augmentation des tarifs d'internet de même qu'il n'y aura pas de baisse car il va falloir que le client ressente l'effort qui est fait pour offrir aujourd'hui un service internet», a justifié l'invité du FCE. Face à la pression que subit la bande passante internationale, le P-dg d'Algérie Télécom a évoqué la possibilité de «greffer» une brette à partir de la sortie d'Alger de sorte à avoir une sortie à partir du câble sous-marin, reliant Alger à Palma en Espagne, pour soutenir les câbles Alger-Palma et Annaba-Marseille, en sus de la bande passante Oran-Valence (Espagne) en cours de réalisation. En outre, le P-dg d'AT a indiqué que le dégroupage physique n'était pas possible à l'heure actuelle.

Y. D.